

Cote du document: EB 2021/133/R.20
Point de l'ordre du jour: 13 a)
Date: 17 août 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres et sur la riposte générale du FIDA à la COVID-19

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown
Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-troisième session
Rome, 13-16 septembre 2021

Pour: **Examen**

I. Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

1. Ce document constitue le quatrième compte rendu établi à l'intention du Conseil d'administration sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (ci-après le Mécanisme de relance) et sur les mesures prises de manière plus générale par le FIDA pour faire face à la pandémie de COVID-19. Il présente les dernières informations disponibles sur les financements approuvés et les projets exécutés au titre du Mécanisme de relance, ainsi que sur les activités financées grâce à la réorientation de fonds alloués à des projets du FIDA et sur l'appui apporté aux pouvoirs publics pour les politiques et les analyses. Comme à l'accoutumée, un additif au présent rapport sera publié peu avant le début de la cent trente-troisième session du Conseil, prévue en septembre 2021, de manière à communiquer aux membres les chiffres les plus récents sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance.

A. Prorogation du Mécanisme de relance

2. La date de fin du Mécanisme de relance, fixée initialement à décembre 2021, a été reportée à septembre 2022, les cinq États membres qui contribuent au mécanisme ayant signé un accord de contribution modifié. Au titre de l'accord de prorogation du mécanisme, le FIDA est convenu de présenter un rapport d'achèvement de la mise en œuvre du mécanisme d'ici au 30 juin 2023, ainsi qu'un rapport intermédiaire au 30 septembre 2022, lequel donnera des informations détaillées sur la performance à ce stade au regard du cadre de mesure des résultats, parallèlement à d'autres produits et enseignements tirés des projets qui auront été achevés d'ici à la fin de 2021. Pour faire en sorte que tous les projets soient terminés d'ici à septembre 2022, le FIDA n'approuvera aucun projet assorti d'une date d'achèvement postérieure à juin 2022.

B. Financements approuvés à ce jour

3. Comme cela a été précisé dans le compte rendu présenté à la cent trente-deuxième session du Conseil d'administration, en avril, la phase de mobilisation de ressources pour le Mécanisme de relance est désormais achevée. Après déduction des frais de gestion, le montant total des ressources mobilisées pour le Mécanisme de relance s'établit à 89,1 millions d'USD. À ce jour, le montant des financements approuvés s'élève à 75,3 millions d'USD (dont 35,5 millions d'USD depuis le dernier compte rendu), pour 55 projets portant sur un seul pays et huit projets visant plusieurs pays (voir l'annexe I pour plus de précisions), avec en parallèle 19,3 millions d'USD de cofinancements provenant de différentes sources, notamment des autres organismes ayant leur siège à Rome (OSR), de partenaires d'exécution et de gouvernements bénéficiaires. Des demandes d'un montant total de 12,8 millions d'USD – comprenant celles relatives à un nouveau projet et 12 autres pour des financements additionnels destinés à des projets existants du FIDA – sont en cours d'examen et devraient être traitées dans les semaines à venir. Il reste 1 million d'USD à affecter; ces fonds seront conservés dans l'attente d'une petite contribution devant être encaissée en septembre 2021, après quoi ils seront rapidement attribués.
4. Les projets approuvés depuis le dernier compte rendu comprennent de nouvelles initiatives régionales prometteuses dans la Corne de l'Afrique, en Amérique latine et dans le Pacifique. Dans la Corne de l'Afrique, le projet couvrira Djibouti, l'Érythrée, la Somalie et le Soudan du Sud, et sera axé sur la fourniture de semences et le renforcement des réseaux d'approvisionnement en semences pour les éleveurs pastoraux touchés par la pandémie de COVID-19. En Amérique latine, le projet sera mené en El Salvador, dans l'État plurinational de Bolivie, au Guatemala, en Haïti, au Honduras et au Mexique, et permettra d'apporter un appui

financier et technique aux entreprises qui proposent des services numériques dans les domaines de la finance rurale et de l'agriculture afin de leur permettre d'adapter leurs modèles d'activité pour venir en aide aux populations rurales pauvres touchées par la pandémie, en particulier les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Le nouveau projet dans la région du Pacifique concerne les Fidji, les Îles Salomon, Kiribati, le Samoa, les Tonga et Vanuatu, et apportera un large soutien consistant notamment à faciliter l'accès aux intrants et au matériel, à proposer des formations aux petites entreprises et à créer des plateformes numériques pour la commercialisation, la collecte de données et la diffusion d'informations. Ce dernier projet est particulièrement intéressant, car il est le fruit d'une collaboration avec le Gouvernement australien ainsi que l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme alimentaire mondial (PAM). Il bénéficiera en outre d'un cofinancement de 1,5 million d'USD de la part du Fonds pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement.

5. Comme cela avait été demandé, tous les projets du Mécanisme de relance ont été examinés avec les pouvoirs publics, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres partenaires clés concernés. Le FIDA continue par ailleurs d'étudier des possibilités de collaboration avec les autres OSR et d'autres partenaires dans le cadre du Mécanisme de relance. On peut citer à titre d'exemple un autre projet récemment approuvé dont l'objectif est de promouvoir les liens avec les plateformes en ligne en Zambie en aidant les éleveurs à s'enregistrer sur un marché agricole virtuel mis en place par le PAM.
6. Le tableau 1 ci-après donne la ventilation des fonds approuvés au titre du Mécanisme de relance par région et par catégorie de revenu. Les financements approuvés continuent de cibler essentiellement les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et environ 35 millions d'USD (46%) ont été alloués à des pays en situation de fragilité¹. Une grande part des fonds alloués aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure est allée à des petits États insulaires en développement, lesquels, malgré un revenu par habitant relativement élevé, continuent de faire face à des difficultés qui justifient un soutien au titre du Mécanisme de relance.

Tableau 1

Financements approuvés au titre du Mécanisme de relance, par catégorie de revenu et par région
(en millions d'USD, sur un montant total de 75,3 millions d'USD)

<i>Catégorie de revenu</i>		<i>Région</i>	
Faible revenu	39,2 (52%)	Asie et Pacifique	13,9 (18%)
Revenu intermédiaire de la tranche inférieure	32,0 (42%)	Afrique orientale et australe	23,7 (31%)
Revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4,1 (6%)	Amérique latine et Caraïbes	4,8 (7%)
		Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	8,8 (12%)
		Afrique de l'Ouest et du Centre	24,1 (32%)

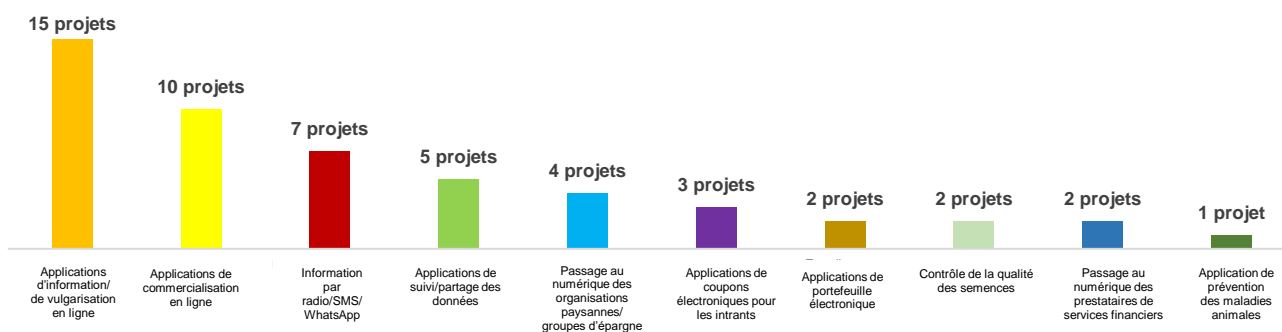
7. Sur les 75,3 millions d'USD approuvés ou en attente d'approbation, 33,2 millions d'USD (44%) ont été utilisés pour répondre aux besoins urgents d'intrants des agriculteurs pour les prochaines périodes de semis. Un montant de 19,3 millions d'USD (26%) a été spécialement affecté à l'amélioration de l'accès aux marchés, notamment sous la forme d'un appui à l'entreposage et au transport, tandis que 7,4 millions d'USD (10%) ont été consacrés à la finance rurale. Une allocation de 15,4 millions d'USD (20%) a été réservée aux services numériques.

¹ En référence à la liste des pays en situation de fragilité et touchés par un conflit établie par la Banque mondiale pour 2021 : <http://pubdocs.worldbank.org/en/888211594267968803/FCList-FY21.pdf>.

C. Coup de projecteur sur les projets faisant appel aux technologies numériques

8. Comme indiqué ci-dessus, quelque 20% des fonds du Mécanisme de relance ont été affectés aux services numériques, dans le cadre de 24 projets. L'utilisation des technologies numériques pour surmonter les difficultés engendrées par la pandémie de COVID-19 a offert une occasion majeure d'accélérer l'adoption de celles qui peuvent également favoriser la transformation rurale à long terme, et d'élargir leur couverture. La figure 1 présente les principales activités menées dans le cadre de ces projets (voir l'annexe I pour plus de détails sur chacun d'eux).

Figure 1
Types d'activités menées dans le domaine numérique dans le cadre de projets au titre du Mécanisme de relance



9. Les activités les plus courantes comprennent l'appui à la diffusion et à l'adoption d'applications existantes pour téléphones mobiles permettant d'accéder aux marchés et à l'information. Il peut s'agir d'applications proposées par les pouvoirs publics (en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en République-Unie de Tanzanie, entre autres), des ONG (projet mis en œuvre avec Precision Development au Kenya, au Nigéria et au Pakistan, notamment) ou en partenariat avec le secteur privé (au Cambodge, par exemple). Seul un petit nombre de projets visent à lancer de nouvelles applications; on peut citer, par exemple, une plateforme d'information sur les marchés et les conditions météorologiques au Mozambique et une autre consacrée à des supports de vulgarisation, à l'information sur les marchés et à la sensibilisation à la nutrition et à la violence fondée sur le genre, en Sierra Leone.
10. Les applications dans le domaine de la commercialisation sont principalement des plateformes de mise en relation d'acheteurs et de vendeurs d'intrants et de biens, tandis que les applications d'information fournissent essentiellement des supports de formation et des services de conseil interactifs pour la production, ainsi que des données actualisées sur les conditions météorologiques et les prix. Parmi les autres types d'applications, on trouve des portefeuilles électroniques utilisés pour envoyer et recevoir des fonds et échanger des bons électroniques contre des intrants (au Cambodge et au Kenya), ainsi que des solutions permettant de réaliser des contrôles de la qualité des semences (au Burkina Faso et au Malawi) ou de collecter et de partager des données (projets régionaux dans le Pacifique et en Afrique de l'Ouest).
11. Parallèlement aux applications pour téléphone mobile, d'autres activités permettent d'aider les prestataires de services financiers locaux à développer leurs services numériques dans les zones rurales (au Népal, en Ouganda et dans le cadre d'un projet régional en Amérique latine et dans les Caraïbes, par exemple) et de fournir des informations et des conseils par des spots radio ou par SMS (en Mauritanie, en République centrafricaine et en Sierra Leone, notamment).
12. Un grand nombre de ces projets sont déjà en cours d'exécution. Il sera essentiel de veiller à tirer les enseignements de ces activités de manière à guider l'utilisation des technologies numériques dans l'ensemble du portefeuille du FIDA. Le

recensement de ces enseignements fera partie de la stratégie de gestion rigoureuse des savoirs mise en place pour le Mécanisme de relance.

D. État d'avancement des projets approuvés à ce jour au titre du Mécanisme de relance

Décaissement de fonds pour des projets au titre du Mécanisme de relance

13. Jusqu'ici, 24,3 millions d'USD ont été décaissés pour 35 projets menés au titre du Mécanisme de relance, soit 33% du montant total des financements approuvés et 27% des ressources totales du mécanisme. Les 27 projets dont les fonds n'ont pas encore été décaissés comprennent 8 projets approuvés récemment et dont l'accord de financement est en cours de négociation ou en attente de signature, et 19 autres pour lesquels l'accord de financement a été signé et dont le premier décaissement est en préparation. Une part importante des fonds n'a pas encore été versée, mais on constate une augmentation notable des décaissements, qui devrait se poursuivre, étant donné que les fonds engagés pour 2021 correspondent principalement à des financements additionnels destinés à des projets en cours du Mécanisme de relance.
14. Comme cela a été mentionné dans les précédents comptes rendus, certains projets du Mécanisme de relance ont subi des retards en raison des délais de négociation des accords de financement avec les pouvoirs publics et de certains problèmes sur le terrain liés à la pandémie de COVID-19. Cela étant, d'après un sondage réalisé auprès des équipes de projet, le risque que des projets menés au titre du Mécanisme de relance ne puissent pas être achevés avant la nouvelle date butoir de juin 2022 est faible. La haute direction est toutefois bien consciente de la nécessité de veiller à ce que les projets menés au titre du Mécanisme de relance soient achevés dans les délais prévus, et prend des mesures supplémentaires pour s'en assurer, notamment en renforçant le suivi par les directeurs régionaux et en informant les équipes des projets les plus lents du risque d'annulation.

Portée des projets et premiers résultats

15. Les estimations des équipes des 35 projets pour lesquels des fonds ont été décaissés indiquent que les activités ont profité à quelque 2,3 millions de personnes (soit 58% des 4 millions de bénéficiaires que le Mécanisme de relance devrait toucher). Conformément à l'objectif du mécanisme, 50% des bénéficiaires sont des femmes, et 25% sont des jeunes.
16. Aucun projet n'étant achevé, et la plupart des équipes n'ayant pas encore présenté de rapport de supervision, on ne dispose à ce stade que de peu de comptes rendus sur la performance au regard du cadre de mesure des résultats du mécanisme. Cependant, les projets pour lesquels des rapports de supervision ont été soumis (voir l'étude de cas à l'encadré 1) affichent des résultats concluants, notamment des agriculteurs qui mènent à bonne fin la campagne agricole, produisent des quantités supplémentaires qui leur permettront d'assurer leur sécurité alimentaire face aux perturbations liées à la pandémie de COVID-19 et ont accès à des plateformes numériques d'information et de commercialisation. En décembre, lorsque le prochain compte rendu sera communiqué au Conseil d'administration, les missions de supervision devraient être achevées pour un grand nombre des projets, et on disposera de davantage d'informations sur les premiers effets des projets du Mécanisme de relance.

Encadré 1

Coup de projecteur sur les résultats du projet SAFE 2020 (Support African Farmers in the 2020 Emergency)

Le projet SAFE a été approuvé pour un montant de 1,5 million d'USD au titre du Mécanisme de relance en juillet 2020. Il couvre 22 pays africains. Son objectif est de permettre aux organisations paysannes africaines d'apporter un soutien à leurs membres en leur offrant un accès en temps voulu aux intrants, aux informations, aux marchés et aux liquidités et de diffuser largement des informations fiables et actualisées sur les disponibilités alimentaires et la sécurité sanitaire des aliments. Il est étroitement lié au programme Organisations paysannes dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (FO4ACP), financé par le FIDA et l'Union européenne, et est exécuté par les membres de l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles. Un cofinancement de 2,0 millions d'USD a été apporté par l'intermédiaire du programme FO4ACP pour appuyer des mesures d'urgence face à la pandémie de COVID-19 qui dépassent la portée du programme. Le projet a réalisé des gains d'efficacité en recourant aux infrastructures des organisations paysannes et devrait avoir touché quelque 300 000 petits producteurs à son achèvement.

Le projet, qui doit s'achever en décembre 2021, est en bonne voie et a déjà permis d'obtenir des résultats notables (90% du financement a été décaissé). Ses principaux résultats dans différents pays sont présentés ci-après :

- **Cameroun**: six coopératives agricoles ont bénéficié d'un fonds de roulement pour poursuivre leurs opérations pendant la pandémie.
- **Congo**: par l'intermédiaire de la Concertation nationale des organisations paysannes et producteurs agricoles du Congo, 30 coopératives membres ont reçu plus de 7 kilogrammes de semences améliorées de chou cabus, de poivron et de tomate, ce qui a évité l'interruption de la campagne agricole par la pandémie de COVID-19.
- **République démocratique du Congo**: 200 ménages agricoles ont reçu des semences de manioc, de maïs, de niébé et d'arachide pour la saison de plantation. Par ailleurs, quatre coopératives membres de la Confédération paysanne du Congo ont bénéficié d'un fonds de roulement pour assurer la poursuite de leurs opérations pendant la pandémie.
- **Djibouti**: un appui a été apporté à l'Association agropastorale de Djibouti pour lui permettre d'acheter et de distribuer 20 tonnes d'aliments pour animaux à 500 éleveurs de chèvres laitières et de leur proposer des services de vulgarisation durant les campagnes agricoles afin de les aider à faire face aux difficultés engendrées par la pandémie de COVID-19.
- **Kenya**: des intrants essentiels ont été distribués à 1 812 agriculteurs (dont 52% de femmes) afin de leur permettre d'assurer leur récolte de maïs. La valeur totale de la récolte qui a pu ainsi être menée à bien est estimée à quelque 250 000 USD.
- **Thématiques transversales**: divers médias ont été utilisés pour fournir des informations dans les langues locales sur les pratiques adaptées de production et sur la prévention de la propagation de la COVID-19, ce qui a compensé la mobilité limitée des agents de vulgarisation. Des activités de sensibilisation et de plaidoyer ont également été menées pour promouvoir des politiques en faveur des moyens d'existence ruraux pendant et après la pandémie, notamment par la prestation de services essentiels au fonctionnement des filières, à la suppression des obstacles au commerce transfrontalier et à l'utilisation des technologies numériques pour surmonter les difficultés liées à la COVID-19.

Parallèlement à ces résultats, des enseignements essentiels ont été tirés de l'initiative SAFE. Alors que des retards ont été constatés dans l'exécution de certains projets financés au titre du Mécanisme de relance, les progrès importants réalisés dans le cadre du projet SAFE montrent que les organisations paysannes peuvent être des partenaires d'exécution souples et efficaces dans les interventions en cas de catastrophe. De plus, les liens étroits avec l'initiative FO4ACP montrent l'intérêt d'apporter un appui complémentaire aux projets en cours en cas de catastrophe ou de perturbations, car cela permet de disposer d'un moyen rapide et efficace de mettre en place des interventions en cas de catastrophe tout en assurant l'avancement et les résultats à plus long terme des projets en question.

Mesure de l'impact des projets

17. Comme cela a été indiqué dans les précédents comptes rendus communiqués au Conseil d'administration, le Mécanisme de relance a été associé à un cadre de mesure des résultats solide, qui nécessite entre autres de collecter des données sur un échantillon de projets afin de déterminer leur impact sur la production, les ventes sur le marché, les revenus, la résilience, et la sécurité alimentaire et la nutrition. Les préparatifs en vue de cette collecte de données sont en bonne voie. L'échantillon de 13 projets (10 projets portant sur un seul pays et 3 projets multipays, soit 20% du portefeuille) a été constitué et la première phase de la collecte de données a débuté pour le projet mené à Djibouti au titre du Mécanisme de relance. La deuxième phase de la collecte de données pour le projet mis en œuvre avec Precision Development est prévue en septembre. La collecte des données pour les 11 projets restants sera effectuée peu après. La Division recherche et évaluation de l'impact du FIDA a élaboré un questionnaire aux fins de la collecte de données et apporte un appui aux équipes de projet pour l'échantillonnage, la logistique et l'analyse.

18. En outre, une stratégie rigoureuse de gestion des savoirs a été mise au point. Elle comprendra notamment une série de blogs, de manifestations consacrées au partage de savoirs et de supports de communication, qui sont en cours d'élaboration.

E. Réorientation des fonds destinés aux projets et appui aux politiques

19. En 2020 et au début de 2021, le FIDA a rapidement réorienté des montants importants pour aider les populations rurales pauvres à faire face aux menaces immédiates liées à la pandémie de COVID-19. Le Fonds a également collaboré avec d'autres organismes des Nations Unies pour apporter un appui aux politiques et aux analyses dans le cadre de l'élaboration des stratégies d'intervention nationales. À ce stade, la demande des pouvoirs publics pour ces formes de soutien est relativement plus faible, mais le FIDA continue de travailler à leurs côtés et avec d'autres organismes pour fournir cette assistance lorsqu'elle est requise et appropriée.
20. Depuis le dernier compte rendu, 9 millions supplémentaires d'USD ont été réorientés vers l'appui aux mesures prises pour faire face à la COVID-19 dans le cadre de projets du FIDA, ce qui a porté le montant total à 179 millions d'USD, répartis entre 58 projets dans 36 pays. Récemment, 1 million d'USD ont été ainsi réaffectés par l'intermédiaire du Programme de gestion des ressources halieutiques en Érythrée. Ce financement a été utilisé pour mettre en place un entreposage frigorifique temporaire afin que les personnes touchées par les restrictions liées à la COVID-19 puissent stocker leurs produits; en outre, des bons d'échange ont été fournis à 100 femmes vulnérables pour les aider à faire face à leurs problèmes de liquidités à court terme dans le contexte de la pandémie.
21. Le FIDA a déjà apporté un appui aux politiques et aux analyses dans le cadre de l'action menée face à la COVID-19 à 46 pays (voir l'annexe II pour de plus amples détails). L'exemple récent le plus notable est peut-être l'appui assuré dans le cadre du projet du Mécanisme de relance dans la région du Pacifique. Ce projet s'appuiera sur les initiatives existantes pour renforcer les capacités des pouvoirs publics de la région en matière de collecte de données, ce qui leur permettra de mieux cibler et adapter les aides aux petits producteurs touchés par les répercussions de la pandémie de COVID-19. Assuré en collaboration avec le PAM et d'autres organismes des Nations Unies, cet appui comprendra la mise en place de plateformes de collecte participative de données sur la production alimentaire, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité qui guideront l'élaboration des politiques en temps réel.
22. Compte tenu de la nécessité d'adapter le soutien lors de la phase de relèvement après la pandémie, des études sur l'« après-confinement » sont prévues dans plusieurs pays asiatiques, avec la participation de partenaires – notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) –, afin d'éclairer les politiques de redressement à plus long terme. Un autre exemple qui illustre l'accent mis sur la phase de relèvement est l'étude réalisée récemment au Lesotho, pour laquelle des fonds ont été réorientés à partir du Projet d'adaptation de la production agricole paysanne au Lesotho. Les conclusions de cette étude seront utilisées dans le cadre de l'élaboration de nouveaux protocoles de sécurité sanitaire dans le secteur alimentaire.

Vue d'ensemble des propositions approuvées au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

Résumé des projets approuvés à ce jour au titre du Mécanisme de relance

<i>Projets multipays</i>		
Asie et Pacifique: 20 pays ² (projet autonome mis en œuvre par l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, une fédération d'associations paysannes)	Pilier 1 ³ . Fournir des intrants agricoles et appuyer les activités de commercialisation dans le cadre de partenariats public-privé-producteurs négociés ou mis en place par des organisations paysannes.	2,0 millions d'USD
Afrique orientale et australe, et Afrique de l'Ouest et du Centre: 22 pays ⁴ (projet autonome mis en œuvre par l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles, une fédération d'associations paysannes)	Piliers 1 à 4 . S'employer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, à adapter et à restaurer la production alimentaire en favorisant l'accès aux intrants, aux informations, aux marchés et aux liquidités, et en diffusant des informations sur les disponibilités alimentaires et la sécurité sanitaire des aliments.	1,5 million d'USD (plus 2,2 millions d'USD de cofinancement)
Corne de l'Afrique: Djibouti, Érythrée, Somalie et Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Seed Systems Group)	Pilier 1 . Accorder aux entreprises semencières de premier plan, aux agriculteurs chefs de file et aux instituts de recherche des subventions en cascade pour leur permettre de fournir des semences et de former de jeunes conseillers locaux aux services de vulgarisation.	2,5 millions d'USD (plus 0,5 million d'USD de cofinancement)
Burkina Faso, Mali, Niger (projet autonome mis en œuvre par le Réseau Billital Maroobé, qui regroupe de nombreuses organisations paysannes)	Piliers 1 et 4 . Mettre l'accent sur les zones transfrontalières, fournir aux organisations pastorales et agropastorales des aliments pour animaux, des semences subventionnées, des services vétérinaires ainsi que des bovins et des petits ruminants (pour les personnes extrêmement pauvres). Aider en outre à mettre en place une plateforme numérique pour suivre la situation des éleveurs pastoraux et les répercussions de la COVID-19 sur cette population, et contribuer à guider l'élaboration des politiques et à promouvoir l'inclusion de ce groupe dans la nouvelle législation.	1,5 million d'USD (plus 0,9 million d'USD de cofinancement)
Kenya, Nigéria et Pakistan (projet autonome mis en œuvre par Precision Development)	Pilier 4 . Donner des conseils agricoles personnalisés au moyen d'une application pour téléphone mobile, de manière à créer un canal d'information bidirectionnel par lequel les agriculteurs pourront recevoir à moindre coût des conseils qui leur permettront d'améliorer leurs pratiques agricoles et leur accès aux marchés.	1,5 million d'USD (plus 0,9 million d'USD de cofinancement et 0,5 million d'USD au titre du programme de dons ordinaires)
Région du Pacifique: Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Samoa, Tonga, Vanuatu (projet autonome mis en œuvre par l'intermédiaire des unités de gestion des projets du FIDA dans chaque pays)	Piliers 1, 2 et 4 . Fournir des intrants, un fonds de roulement pour la préparation des sols, du matériel et une formation sur la production et la transformation après récolte et sur le stockage. Soutenir par ailleurs les filières qui sont compatibles avec les mesures prises pour faire face à la COVID-19, et aider les pouvoirs publics à collecter des données sur les effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité. Faciliter en outre la fourniture de services d'appui aux entreprises et d'autres aides aux petites entreprises. L'équipe du projet mettra en place des plateformes et des tableaux de bord consacrés à l'action menée face à la COVID-19 afin de diffuser des informations concernant les objectifs d'étape, des données en temps réel sur les effets directs, ainsi que des données issues de contributions participatives sur la production et la consommation alimentaires. Le projet permettra également de favoriser le développement et la reproduction à plus grande échelle de solutions numériques ayant fait leurs	3,0 millions d'USD (plus 6,5 millions d'USD de cofinancement)

² Liste complète des pays: Bangladesh, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Vanuatu, Viet Nam.

³ Les piliers du Mécanisme de relance sont les suivants: 1) fourniture d'intrants et de moyens de production élémentaires; 2) facilitation de l'accès aux marchés; 3) fonds ciblés destinés à préserver les services, les marchés et les emplois des populations rurales pauvres; 4) fourniture d'informations en rapport avec l'agriculture au moyen de services numériques.

⁴ Liste complète des pays: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Eswatini, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tchad, Tunisie.

	preuves pour l'établissement de liens avec les marchés (y compris des plateformes de commerce en ligne pour les petites et moyennes entreprises), le conseil agricole et la sensibilisation à la nutrition.	
État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Pérou (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Agriterria)	Pilier 4. Créer une large panoplie de services numériques, accompagnée d'une gamme d'activités comprenant l'offre de matériel et de formations connexes, la mise en relation des organisations de producteurs avec les acheteurs du secteur privé et le renforcement de leurs capacités en matière de commerce en ligne, l'appui aux groupements souhaitant établir des procédures et des protocoles certifiés sur la biosécurité et la gestion des risques, et la mise à disposition de technologies numériques au profit des prestataires de services financiers locaux pour assurer la continuité de leurs opérations.	2,3 millions d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
El Salvador, État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Sparkassenstiftung für Internationale Kooperation)	Piliers 3 et 4. Apporter un appui financier et technique aux sociétés de technologie financière ou agricole en vue de les aider à adapter leurs modèles d'activité pour répondre aux besoins des petits producteurs ruraux, notamment des coopératives, des organisations de producteurs et, en particulier des femmes, des jeunes et des populations autochtones.	2,5 millions d'USD (plus 0,7 million d'USD de cofinancement)
<i>Projets portant sur un seul pays</i>		
Afghanistan (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet d'élevage et d'agriculture communautaires financé par le FIDA)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, des moyens de production de base et un appui supplémentaire grâce aux unités vétérinaires de terrain, aux banques de fourrage et aux investissements actuellement menés par le FIDA dans les filières laitières.	0,9 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Angola (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement et de commercialisation en faveur des petites exploitations agricoles dans les provinces de Cuanza Sul et Huila)	Piliers 1 et 2. Fournir des lots d'intrants comprenant des semences, des engrais et une machette, et proposer des formations sur les pratiques agronomiques, la récupération de l'eau, la COVID-19 et la nutrition. Apporter en outre un capital de démarrage pour permettre à des groupes de jeunes de fabriquer du savon pour les mains, et diffuser des informations sur les marchés à la radio, organiser des foires commerciales rurales et dispenser des formations sur les techniques de commercialisation et de négociation. Distribuer par ailleurs des masques fabriqués localement par des femmes.	1,4 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Bangladesh (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne)	Pilier 1. Mener des activités à impact rapide consistant à fournir des intrants et à appuyer le renforcement des capacités d'exploitation de jardins potagers familiaux produisant des denrées à forte valeur ajoutée et riches en nutriments dans les zones côtières.	2,0 millions d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
Bénin (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement agricole et à l'accès au marché)	Piliers 1 et 2. Appuyer les filières du riz en fournissant des intrants et des machines pour la production, des tricycles pour le transport des marchandises vers les marchés et des machines pour la transformation après récolte.	1,0 million d'USD
Burkina Faso (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles)	Piliers 1, 2 et 4. Proposer des intrants à prix subventionnés (y compris des semences résilientes face aux changements climatiques), du matériel, des formations et des actions de vulgarisation relatives aux services d'information numérique pour les jardins maraîchers pendant la saison sèche. Créer une plateforme de commercialisation numérique et un centre d'appels consacré à l'information sur les marchés, et promouvoir l'établissement de partenariats dans les filières maraîchères.	1,5 million d'USD
Burundi (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement des filières)	Piliers 1 et 2. Fournir des kits agricoles contenant des semences hybrides, des engrais et des produits phytosanitaires au cours des deux prochaines saisons; dispenser des formations sur les pratiques de production; transmettre des informations météorologiques et commerciales.	0,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Cambodge (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants, dispenser des cours de formation en ligne et accélérer la mise en service d'une application pour téléphone mobile multifonction destinée aux petits exploitants.	1,2 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement et 0,5 million d'USD au

		titre du programme de dons ordinaires)
Cameroun (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants, des machines et une assistance technique pour la production agricole et animale. Améliorer l'accès aux marchés en créant des débouchés temporaires, en apportant un appui à l'entreposage et en établissant des liens avec les acheteurs sur des plateformes numériques.	1,1 million d'USD
Comores (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la productivité et à la résilience des exploitations agricoles familiales)	Piliers 1 et 2. Proposer des intrants et des activités de formation, en partenariat avec des établissements de recherche locaux, afin de développer la rotation des cultures et d'encourager le recours à des variétés améliorées. En outre, rénover une sélection d'infrastructures de marché pour le stockage, la vente et le transport dans les zones rurales et périurbaines.	0,3 million d'USD
Congo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales)	Pilier 1. Intervenir par l'intermédiaire des organisations de producteurs pour appuyer les secteurs de la production végétale, animale et aquacole, en proposant des intrants (y compris des semences maraîchères climatorésilientes, des alevins, des poussins, des aliments pour animaux et des produits vétérinaires), des logiciels d'analyse météorologique climatiquement rationnels, et une formation aux pratiques adaptées de production.	0,4 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Côte d'Ivoire (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme d'appui au développement des filières agricoles)	Piliers 1 et 2. Fournir du matériel pour la production et les activités après récolte, y compris des mini-tracteurs, et un appui au transport pour les organisations de producteurs de riz. Fournir également des intrants pour l'élevage, et mener une vaste campagne de vaccination.	0,6 million d'USD
Djibouti (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de gestion des eaux et des sols)	Pilier 1. Fournir divers intrants aux cultivateurs, éleveurs et pisciculteurs, dont des semences (semences fourragères pour la régénération du couvert végétal et semences maraîchères pour la culture potagère), des engrais et des produits phytosanitaires, des blocs à lécher pour les animaux d'élevage, des produits vétérinaires et des filets de pêche.	0,4 million d'USD
Érythrée (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet national de développement de l'agriculture)	Piliers 1 et 2. Distribuer des semences et du matériel, dont des pompes à eau pour l'irrigation, fournir des intrants pour l'élevage et organiser des formations sur les pratiques adaptées de production. Appuyer la commercialisation des produits en mettant à disposition des sacs d'entreposage, des bidons à lait et une assistance en matière de transport.	0,4 million d'USD
Eswatini (projet autonome mis en œuvre par la FAO)	Piliers 1 et 2. Fournir un cofinancement à un projet FAO-PAM financé par le Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement. Le projet permettra de fournir des intrants, de favoriser les liens avec les marchés, de prendre en charge les frais de transport, d'apporter une subvention en capital aux fournisseurs et de mener des actions de sensibilisation à la COVID-19.	0,3 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
Eswatini (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché)	Piliers 1, 2 et 4. Subventionner l'achat d'intrants pour la production de légumes riches en nutriments, apporter un appui technique à la production et promouvoir des innovations agricoles climatiquement rationnelles. Organiser par ailleurs des séances d'information sur la COVID-19 et actualiser les plateformes de commercialisation en ligne existantes. Appuyer les activités après récolte en mettant à disposition des séchoirs solaires et en formant les agriculteurs à leur utilisation (en faisant appel à de jeunes formateurs).	0,4 million d'USD
État de Palestine (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de gestion résiliente des terres et des ressources)	Piliers 1 et 2. Distribuer des semences et des engrais aux petits producteurs, et appuyer le regroupement des produits agricoles et l'établissement de liens entre les agriculteurs et les acheteurs.	0,6 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Éthiopie (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement participatif de la petite irrigation)	Piliers 1, 2 et 3. Apporter un vaste soutien, notamment des coupons permettant d'obtenir des intrants, des dispositifs « travail contre rémunération », une aide à l'entreposage et au transport de marchandises, ainsi que la	2,2 millions d'USD

	fourniture de matériel de protection et l'organisation d'activités de sensibilisation.	
Gabon (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Projet de développement agricole et rural)	Pilier 1. Appuyer les coopératives de production de volaille et les éleveurs de porcs et de moutons en leur fournissant des intrants (y compris des aliments pour animaux, des bâtiments d'élevage et d'autres équipements), et les former aux pratiques adaptées de production et à la gestion financière.	0,4 million d'USD (plus 49 000 USD de cofinancement)
Gambie (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement d'organisations résilientes au service d'une agriculture porteuse de transformation)	Piliers 1 à 4. Cibler en priorité les femmes et les jeunes travaillant dans les jardins potagers, fournir des intrants pour la production végétale et animale et assurer des transferts monétaires numériques; appuyer le transport des produits jusqu'aux marchés dans des conditions adéquates de sécurité et d'hygiène, et fournir du matériel pour assurer la continuité des opérations de tous les acteurs du marché. Mettre en place une application de téléphonie mobile polyvalente pour la diffusion d'informations commerciales, la formation et d'autres usages.	0,6 million d'USD
Guinée (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet en faveur de l'agriculture familiale, de la résilience et des marchés en Haute-Guinée et en Moyenne-Guinée)	Piliers 1 à 3. Par l'intermédiaire des organisations paysannes, mettre à disposition des kits de production en partenariat avec des fournisseurs privés, ainsi que du matériel de production et de protection, une assistance technique et des formations sur les pratiques adaptées de production, ainsi que des informations sur la commercialisation et les marchés. Fournir du matériel de transport et injecter des fonds au profit des prestataires de services financiers locaux.	0,5 million d'USD
Guinée-Bissau (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement économique des régions du Sud)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, une assistance technique, des formations, du matériel de protection et des kits d'hygiène, et créer des émissions de radio nationales pour diffuser des informations sur les prix pratiqués sur les marchés, ainsi que sur l'état de l'offre et de la demande dans certaines filières.	0,4 million d'USD
Kenya (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir, notamment aux producteurs de pommes de terre, des coupons électroniques pour l'accès aux intrants, des formations sur les pratiques adaptées de production, et des informations numériques sur les conditions météorologiques et les techniques d'amélioration de la production. Par ailleurs, faciliter la commercialisation groupée, fournir un appui au stockage et connecter les agriculteurs aux plateformes de marché numériques.	0,9 million d'USD (plus 0,7 million d'USD de cofinancement)
Lesotho (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et l'Association nationale des producteurs de laine et de mohair du Lesotho)	Pilier 1. Fournir des intrants aux producteurs de laine et de mohair, en particulier des intrants de production pour nourrir les animaux et, ce faisant, maintenir la taille et la qualité des troupeaux.	0,3 million d'USD (plus 0,8 million d'USD de cofinancement)
Liban (projet autonome mis en œuvre dans le cadre du Projet d'agriculture intelligente face aux changements climatiques: renforcement des capacités d'adaptation des communautés rurales libanaises, financé par le Fonds pour l'adaptation et supervisé par le FIDA)	Pilier 1. Fournir des intrants aux producteurs en serre, notamment des feuilles de plastique permettant de collecter l'eau de pluie.	0,2 million d'USD
Libéria (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'élargissement de l'arboriculture)	Pilier 1. Fournir des intrants et du matériel, et assurer une formation pour la production de riz, de manioc et de légumes.	1,1 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Madagascar (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche)	Piliers 2 et 4. Améliorer les installations d'entreposage après récolte et de commercialisation, mettre en place un fonds renouvelable à l'intention des organisations paysannes afin de permettre des ventes collectives dans les zones urbaines et périurbaines, et établir une plateforme numérique d'information sur les prix et les possibilités commerciales.	1,8 million d'USD (plus 0,6 million d'USD de cofinancement)
Malawi (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de production agricole durable)	Piliers 1, 2 et 4. Mettre à disposition des intrants agricoles en collaboration avec un fournisseur privé; proposer à l'administration un appui et des services de vulgarisation en ligne concernant la certification des semences produites par les organisations paysannes à l'aide d'un système	1,4 million d'USD (plus 69 000 USD de cofinancement)

	numérique permettant d'accroître l'efficacité. Fournir des informations sur le marché, et contribuer à la recherche de débouchés pour les plantes cultivées et au transport des produits jusqu'aux marchés, ainsi qu'au rassemblement des acteurs. Mettre en œuvre un programme de transmission d'animaux d'élevage.	
Mali (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux)	Piliers 1 à 4. Apporter un appui aux jeunes travaillant dans de petites et moyennes entreprises, notamment en subventionnant le coût du rééchelonnement des paiements d'intérêts au titre des prêts accordés par des institutions de microfinancement, et en fournissant l'équivalent de trois mois d'intrants. Fournir des informations sur le marché en encourageant les réseaux de praticiens et en partageant des informations sur les possibilités de commercialisation, ainsi que des conseils techniques via WhatsApp.	1,0 million d'USD
Mauritanie (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de gestion durable des ressources naturelles, d'équipement communal et de structuration des producteurs ruraux)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des semences certifiées résilientes face aux changements climatiques, du matériel, des intrants pour l'élevage et des services vétérinaires, ainsi qu'un appui technique et une formation sur les pratiques de production. Diffuser en outre des informations sur les disponibilités d'intrants, les services vétérinaires et le marché par des spots radio, des SMS et des plateformes numériques.	0,7 million d'USD
Mozambique (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives)	Piliers 1 à 4. Fournir une série de moyens d'appui: intrants pour la production de variétés riches en nutriments, éducation à la nutrition, kits sanitaires pour la commercialisation, données météorologiques et commerciales, matériel de stockage, nouveaux pôles de regroupement, assistance technique aux organisations paysannes pour l'élaboration de plans d'entreprise et l'accès aux financements. Appuyer l'accès aux services d'information numériques.	1,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Népal (projet autonome mis en œuvre par Agriculture Development Bank Limited)	Piliers 3 et 4. Aider les banques locales à élargir la portée de leurs services numériques en déployant une nouvelle application associant une carte de crédit et un téléphone mobile et permettant des transferts d'argent et d'informations, et en mettant en place un traitement automatisé des prêts.	1,2 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement)
Niger (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, notamment des semences et du matériel pour le pompage de l'eau, ainsi que du matériel de traitement et de conservation des produits agricoles.	1,5 million d'USD
Nigéria (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement des filières)	Piliers 1, 2 et 4. Mettre en place, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des mesures de relance de l'agriculture, des kits d'intrants résilients et des formations sur les pratiques de production. Relier également les agriculteurs à la plateforme existante de commercialisation en ligne.	1,1 million d'USD
Nigéria (projet mis en œuvre par l'intermédiaire du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)	Pilier 1. Livrer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des kits contenant des intrants et des produits adaptés, notamment des semences résilientes face aux aléas climatiques, à haut rendement, à germination rapide et hautement nutritives.	0,9 million d'USD (plus 1,3 million d'USD de fonds réaffectés à partir du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)
Ouganda (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet en faveur de l'accès aux services financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues)	Piliers 3 et 4. Soutenir les groupes d'épargne et de crédit locaux en leur accordant des dons monétaires associés à un appui au renforcement des capacités de gestion, et en fournissant des services de vulgarisation portant sur les technologies numériques (y compris les coûts liés à Internet).	1,0 million d'USD (plus 53 000 USD de cofinancement)
Pakistan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche)	Piliers 1, 3 et 4. Effectuer des transferts monétaires pour l'achat d'intrants, au moyen de portefeuilles électroniques programmés pour permettre exclusivement l'achat d'intrants auprès de fournisseurs sélectionnés.	2,4 millions d'USD

Papouasie-Nouvelle-Guinée (projet autonome mis en œuvre par l'Agence de développement des produits frais et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage)	Piliers 1, 3 et 4. Fournir des intrants gratuits directement aux exploitations, prendre en charge la contribution de 10% requise pour l'accès au prêt consenti dans le cadre du Projet de marchés pour les paysans villageois (en cours); mettre à la disposition des opérateurs de transport locaux un fonds de roulement pour assurer la continuité du service, et faciliter l'accès à une plateforme numérique répertoriant les prix du marché.	0,7 million d'USD
République arabe syrienne (projet autonome mis en œuvre par le PNUD)	Pilier 1. Fournir des brebis gestantes et des aliments pour le bétail, ainsi que des semences, et d'autres intrants et outils agricoles essentiels.	0,6 million d'USD (plus 40 000 USD de cofinancement)
République centrafricaine (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des kits agricoles aux exploitants et des lots d'animaux (petits ruminants) aux agropasteurs, ainsi qu'une aide à la location de tracteurs. En outre, aider les groupements d'agriculteurs à participer à la production collective et organiser des formations en ligne sur les pratiques adaptées de production.	1,4 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
République démocratique du Congo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu)	Piliers 1 et 2. Fournir, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des intrants et une formation portant sur les pratiques adaptées de production. Soutenir l'accès aux marchés en assurant des moyens de transport et en améliorant les systèmes d'information sur les prix et les marchés.	1,2 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
République-Unie de Tanzanie (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture)	Piliers 1, 2 et 4. Appuyer des réunions de planification d'avant saison dans les organisations paysannes pour déterminer les besoins en matière d'intrants et les objectifs de commercialisation pour la saison. Appuyer également l'achat de maïs par les pouvoirs publics auprès des petits exploitants, établir des liens entre les organisations paysannes et les acheteurs et créer une application de téléphonie mobile pour la communication d'informations liées aux intrants, aux ventes et aux formations.	2,0 millions d'USD
Rwanda (projet autonome mis en œuvre par l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales)	Piliers 1 et 2. Fournir des semences de maïs, de haricot et de pomme de terre, ainsi que des engrais, et appuyer l'accès au marché en garantissant l'achat de céréales et en mettant à disposition des installations d'entreposage.	1,4 million d'USD (plus 0,5 million d'USD de cofinancement)
Sao Tomé-et-Principe (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la commercialisation, à la productivité agricole et à la nutrition)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants pour les activités de production et les activités après récolte, et assurer des formations portant sur la production végétale, animale et piscicole, ainsi qu'un appui à la commercialisation et au commerce en ligne.	0,4 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Sénégal [projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs (Agrijeunes <i>Tekki Ndawñi</i>)]	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants à prix subventionnés et du petit outillage aux producteurs de pommes de terre et de melons; renforcer les capacités des groupements de producteurs, et leur apporter un appui consultatif concernant les pratiques adaptées de production horticole et les modalités d'accès aux services numériques pour obtenir des informations sur le marché et joindre les fournisseurs d'intrants.	1,0 million d'USD (plus 1,1 million d'USD de cofinancement)
Sierra Leone (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement des filières agricoles)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants (y compris des semences à cycle court et à haut rendement) et des équipements nécessaires à la préparation des sols, appuyer l'amélioration des centres de collecte, et créer une plateforme numérique qui fera office de référentiel de vulgarisation et d'informations sur le marché.	1,1 million d'USD
Somalie (projet autonome mis en œuvre par l'Institut somalien pour le développement et la résilience)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants et du petit outillage pour la production végétale, animale et piscicole, ainsi que du matériel et des formations dans le but de réduire au minimum les pertes après récolte et d'ajouter de la valeur. Organiser des opérations d'achat local auprès de groupes de petits exploitants.	0,6 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Soudan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère fédéral de l'agriculture et des ressources naturelles)	Piliers 1 à 3. Fournir des intrants aux petits exploitants, notamment des semences de légumes pouvant être utilisées par les femmes dans les jardins potagers, et proposer des formations portant sur les pratiques adaptées de production, les pratiques après récolte et la gestion financière. Fournir des sacs hermétiques pour l'entreposage, apporter un appui aux centres de collecte et	1,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)

	diffuser des informations sur la production et les marchés par SMS et par la radio. Injecter des fonds à destination des prestataires de services financiers locaux pour améliorer l'accès au crédit et permettre l'envoi et la réception de fonds.	
Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Vétérinaires sans frontières Germany)	Piliers 1 et 2. Fournir des semences, des filets de pêche, et du matériel et des installations après récolte (batteuses, silos, sacs hermétiques, installations d'entreposage et de réfrigération, etc.), et assurer des formations portant sur les technologies de production et les méthodes de manutention après récolte (cultures ciblées: mil, blé, sorgho, sésame, maïs, arachides et légumes).	1,4 million d'USD
Tchad (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité et de la résilience des exploitations agropastorales familiales)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, une formation et du matériel aux agriculteurs, aux producteurs de semences, aux éleveurs et aux jeunes entrepreneurs ruraux intervenant dans des filières déterminées. Fournir aussi un appui logistique au transport des produits agricoles vers les plateformes de regroupement et les marchés; un soutien à l'organisation de ventes groupées; des données et formations techniques visant à améliorer les capacités de stockage, de conditionnement et de commercialisation.	1,8 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Togo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques)	Pilier 1. Fournir un appui aux maraîchers sous forme d'intrants (notamment de kits d'irrigation) et de formations.	1,0 million d'USD
Yémen (projet autonome mis en œuvre par le Fonds social de développement)	Pilier 1. Selon les besoins, fournir des intrants et des actifs à titre gracieux pour la production horticole et animale, tout en proposant des formations sur les pratiques adaptées de production.	0,8 million d'USD
Zambie (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme d'investissement renforcé en faveur de l'élevage paysan)	Piliers 1, 2 et 4. Assurer des formations vétérinaires à distance et la diffusion de messages sur la COVID-19, parallèlement à d'autres services vétérinaires. Créer une plateforme Web de surveillance et de partage d'informations axée sur la prévention des maladies du bétail, fournir des lots d'animaux d'élevage (lapins, poulets et chèvres), des forages équipés de pompes à énergie solaire pour le lavage des mains, ainsi que des cages à lapins. Appuyer la création d'un système d'assurance bétail indicelle.	1,5 million d'USD (plus 0,4 million d'USD de cofinancement)
Zimbabwe (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de relance de l'irrigation paysanne)	Piliers 1 et 2. Fournir des lots d'intrants à forte densité nutritionnelle, ainsi que des équipements de protection individuelle de base. Établir des liens entre les agriculteurs et les acheteurs et les marchés fiables, et promouvoir l'adoption de technologies d'après récolte.	1,6 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)

Remarque: les contributions au Mécanisme de relance ont également été utilisées pour cofinancer des projets de plus grande ampleur comprenant une composante d'action face à la COVID-19 en Côte d'Ivoire et au Yémen. En Côte d'Ivoire, 0,7 million d'USD provenant des ressources du Mécanisme de relance ont été consacrés au Projet d'appui d'urgence à l'agriculture, récemment approuvé, tandis qu'au Yémen 3 millions d'USD ont été alloués au titre du Mécanisme de relance au futur Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural.

Vue d'ensemble des activités d'appui aux politiques et aux analyses

<i>Pays</i>	<i>Activités</i>
Afrique du Sud	Évaluation des conséquences de la COVID-19 pour les ménages ruraux et les petits paysans, afin d'étayer les travaux du Gouvernement sud-africain et de l'équipe de pays des Nations Unies.
Bangladesh	Deux séries d'évaluations rapides menées en collaboration avec la FAO au sujet des effets de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires et agricoles à l'échelle nationale.
Bolivie (État plurinational de)	Réalisation d'un état des lieux des effets de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires, à partir d'une segmentation sectorielle, pour concevoir une stratégie de relance du secteur agroalimentaire du pays à moyen et à long terme.
Bosnie-Herzégovine	Étude des effets de la COVID-19 sur le secteur agricole réalisée en collaboration avec la FAO.
Brésil	Série d'études destinées à expérimenter des approches d'assistance technique à distance, l'inclusion numérique et la commercialisation durant la pandémie et à éclairer l'élaboration de politiques.
Burundi	Évaluation commune des conséquences de la pandémie de COVID-19 par les OSR présents dans le pays et formulation de recommandations.
Chine	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Côte d'Ivoire	Analyse visant à déterminer les mesures à mettre en œuvre pour éviter que la COVID-19 n'exacerbe la crise du prix de la viande dans le pays.
Djibouti	Étude et analyse à venir des OSR sur les effets de la COVID-19, à partir des données issues des projets du FIDA.
Égypte	Évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur le secteur agricole réalisée par le FIDA, la FAO, le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Par ailleurs, participation à plusieurs groupes nationaux chargés d'élaborer des mesures de riposte à la COVID-19, et contribution à plusieurs autres analyses en cours.
Équateur	Réalisation d'une étude en collaboration avec le Gouvernement équatorien sur les effets de la COVID-19 sur le marché du travail rural.
Érythrée	Appui apporté par la FAO et le FIDA à l'équipe de pays des Nations Unies concernant l'évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Érythrée.
Éthiopie	Collaboration du FIDA avec la FAO, le PAM, l'Organisation internationale du Travail, l'ONUDI et le PNUD dans le cadre d'une analyse commune du pays qui enrichira la publication de l'Organisation des Nations Unies consacrée aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Éthiopie.
Fidji	Étude d'impact en collaboration avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON).
Guatemala	Pilotage de l'élaboration d'une note de synthèse intitulée « Agriculture familiale et alimentation scolaire, une synergie efficace pour le développement local et un instrument utile face à la situation provoquée par la COVID-19 au Guatemala ».
Guinée-Bissau	En collaboration avec la FAO, le PAM et le PNUD, rédaction de trois chapitres de l'évaluation des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 réalisée par l'Organisation des Nations Unies.
Honduras	Étude menée en collaboration avec le Gouvernement hondurien sur les moyens de réhabiliter le secteur agroalimentaire pour assurer son redressement après la pandémie.
Inde	En collaboration avec la FAO, évaluation des répercussions de la COVID-19 dans le contexte de l'après-confinement.
Iraq	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Jordanie	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Kenya	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Lesotho	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, réalisation d'une évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 et d'une étude destinée à éclairer l'élaboration de nouveaux protocoles de sécurité sanitaire dans le secteur alimentaire.

Maroc	En collaboration avec la FAO, préparation d'une étude économique des effets de la COVID-19 sur le secteur agricole.
Mexique	Contribution à l'élaboration de la stratégie nationale après-COVID-19 en collaboration avec la FAO, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et la Banque mondiale.
Mozambique	Réalisation de plusieurs études permettant d'étayer l'élaboration d'interventions dans les domaines de l'accès aux marchés et de la production de poissons, de petits animaux et de volailles dans les zones rurales et périurbaines.
Myanmar	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
Namibie	En collaboration avec le PAM, analyse visant à combler le déficit en nutriments destinée à étayer les analyses de pays de l'équipe de pays des Nations Unies et les mesures prises par les pouvoirs publics pour appuyer le secteur agricole et la réalisation des objectifs de développement nationaux.
Nigéria	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur les moyens d'existence liés à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Participation active du FIDA au Groupe de la sécurité alimentaire du pays, appui à la coordination et à la planification de la riposte nationale à la COVID-19, et cofinancement, en coopération avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, de l'élaboration et de la publication d'un bulletin sur les prix des produits alimentaires.
Pérou	Réalisation d'un état des lieux des effets de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires et la production, et formulation de recommandations à l'intention du Ministère de l'agriculture.
Philippines	En collaboration avec la FAO, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur les moyens d'existence ruraux, les chaînes de commercialisation de produits agricoles et la sécurité alimentaire.
Région du Pacifique (Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu)	Collaboration avec le PAM à l'analyse et à la cartographie de la vulnérabilité à l'aide de la téléphonie mobile, par un examen des outils techniques et avec la participation de groupes d'informateurs clés, en vue de remédier aux répercussions économiques à long terme de la COVID-19. Par ailleurs, en collaboration avec le CTA et la société TraSeable Solutions aux Fidji, au Samoa et dans les Îles Salomon, réalisation d'une étude pilote relative à une application de collecte de données sur les effets de la COVID-19 sur les principaux produits de base.
République démocratique populaire lao	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
République-Unie de Tanzanie	Synthèse des observations recueillies sur les effets de la COVID-19 sur l'agriculture et les systèmes alimentaires, et réalisation d'une analyse utilisant les données sur les prix pour évaluer l'incidence de la COVID-19 sur les marchés céréaliers.
Samoa	Étude d'impact fondée sur des données, en collaboration avec le CTA, le PIFON, le Bureau des statistiques du Samoa et la FAO.
Soudan du Sud	Évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et l'agriculture.
Tadjikistan	En collaboration avec la FAO, réalisation d'une étude préalable au bilan commun de pays concernant le secteur rural pour enrichir le bilan commun multisectoriel qui débouchera sur le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du pays.
Tonga	Étude visant à évaluer la vulnérabilité de l'approvisionnement en produits alimentaires et en semences du groupe cible de la deuxième phase du Projet d'innovation rurale aux Tonga.
Tunisie	Deux études menées en collaboration avec la FAO, le PAM et la Banque mondiale sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits producteurs et les filières agricoles stratégiques.
Turquie	En collaboration avec la FAO et le PNUD, évaluation des répercussions de la COVID-19 sur le secteur rural pour étayer une évaluation d'impact multisectorielle plus large menée par l'équipe de pays des Nations Unies.
Venezuela (République bolivarienne du)	Élaboration de notes d'orientation sur les politiques et les programmes pour guider l'élaboration par les pouvoirs publics et les partenaires de développement de mesures de riposte à la COVID-19, en s'appuyant sur les directives de la FAO en matière de suivi, de prévision et d'évaluation.
Viet Nam	En collaboration avec la Banque asiatique de développement, aide apportée à l'Institut de politique et de stratégie pour l'agriculture et le développement rural du Ministère de l'agriculture et du développement rural pour la réalisation d'un sondage national sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits exploitants agricoles.